

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 novembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 24 novembre 2020, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Président de la République arabe sahraouie démocratique et Secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO), Brahim Ghali, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle sont exposées les vues du Front POLISARIO sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la situation concernant le Sahara occidental ([S/2021/843](#)) en date du 1^{er} octobre 2021 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Mathu Joyini



**Annexe à la lettre datée du 24 novembre 2020 adressée
au Président du Conseil de sécurité par la Représentante
permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Lettre du Président de la République arabe sahraouie
démocratique et Secrétaire général du Front populaire
pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro
(Front POLISARIO), Brahim Ghali, adressée au Secrétaire
général de l'Organisation des Nations Unies**

Bir Lahlou, le 24 novembre 2021

Le Front POLISARIO prend note du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la situation concernant le Sahara occidental en date du 1^{er} octobre 2021 ([S/2021/843](#)) et souhaite faire consigner ses vues sur plusieurs éléments y figurant.

Le Front POLISARIO déplore profondément le silence complice du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et son inexcusable réticence à appeler un chat un chat et à identifier le Maroc, État occupant, comme l'unique partie directement responsable de la violation du cessez-le-feu qui a duré près de trente ans et faisait partie intégrante du Plan de règlement parrainé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Organisation de l'unité africaine, qui avait été accepté par les deux parties au conflit, le Front POLISARIO et le Maroc, et approuvé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions [658 \(1990\)](#) et [690 \(1991\)](#).

Contrairement au récit sélectif et réducteur des faits survenus le 13 novembre 2020 tel qu'il est présenté dans le rapport ([S/2021/843](#), par. 13 en particulier), il est indéniable que c'est le Maroc, État occupant, qui a violé le cessez-le-feu de 1991 et les accords militaires connexes, y compris l'accord militaire n° 1, en déplaçant ses forces armées tôt ce jour-là dans ce qui était alors appelé la zone tampon de Guerguerat dans les Territoires sahraouis libérés.

L'agression violente largement attestée menée par les forces marocaines le 13 novembre 2020 contre le groupe de civils sahraouis qui protestaient pacifiquement dans cette zone contre l'occupation illégale par le Maroc est tout aussi indéniable. Face à cet acte d'agression de la part du Maroc, les forces armées du Front POLISARIO n'ont eu d'autre choix que de se défendre contre les forces marocaines et de protéger les civils, qui ont été évacués vers des lieux sûrs.

L'incursion des forces armées marocaines dans ce qui était alors appelé la zone tampon et la « construction d'un nouveau mur de sable d'environ 20 kilomètres de long à Guerguera » ([S/2021/843](#), par. 35) constituent donc une violation flagrante du cessez-le-feu de 1991 et de l'accord militaire n° 1. Signé entre la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et le Front POLISARIO le 24 décembre 1997 et entre la MINURSO et le Maroc le 22 janvier 1998, l'accord militaire n° 1 interdisait l'entrée, par voie terrestre ou aérienne, des forces armées des deux parties dans la zone tampon (3.1) ainsi que la construction de nouvelles bermes (murs de sable, pierre et béton) (3.2.1).

Le fait qu'il ne soit pas affirmé haut et fort dans le rapport que le Maroc, État occupant, est l'unique partie directement responsable de la violation du cessez-le-feu de 1991 et des accords militaires connexes le 13 novembre 2020 est profondément déplorable et totalement indéfendable.

Le Secrétaire général reconnaît en outre dans son rapport que « la situation au Sahara occidental s'est considérablement détériorée » (S/2021/843, par. 2) depuis le rapport précédent, dans lequel il était affirmé que « la situation est restée globalement calme au Sahara occidental » (S/2020/938, par. 2). On se souviendra que le Front POLISARIO était en total désaccord avec cette lecture trompeuse de la situation prévalant sur le Territoire à l'époque, compte tenu des menées illégales, déstabilisatrices et belliqueuses du Maroc, État occupant, entre autres.

Les événements récents ont renforcé la crédibilité de la position du Front POLISARIO et permis de démasquer ceux qui ont cherché à induire en erreur le Conseil de sécurité et la communauté internationale quant aux faits sur le terrain dans le Territoire.

Dans son rapport, le Secrétaire général reconnaît en outre à contrecœur « la reprise des hostilités » entre le Maroc, État occupant, et le Front POLISARIO (S/2021/843, par. 2), et par conséquent la désintégration du cessez-le-feu de 1991 et des accords militaires connexes. Ce fait est également indéniable malgré les tentatives de certains de le dissimuler ou d'en diminuer les répercussions sur la situation actuelle au Sahara occidental et sur les opérations de la MINURSO dans le Territoire.

Sans aucun doute, la reconnaissance par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de « la reprise des hostilités » au Sahara occidental après presque trente ans de cessez-le-feu réfute catégoriquement la position maintes fois affirmée du Maroc, État occupant, et son affirmation persistante qu'il y a « absence totale de tout conflit armé » (S/2021/843, par. 16). Cela porte également un coup dur à la propagande mensongère du Maroc visant à tromper sa propre opinion publique quant à la réalité de la guerre qu'il a une nouvelle fois déclenchée sur le Territoire.

Néanmoins, la reconnaissance d'un tel état de fait est très loin d'être suffisante ou objective. Outre qu'il relate de manière ambiguë les faits qui ont conduit à « la reprise des hostilités » le 13 novembre 2020, le rapport ne désigne pas le Maroc, État occupant, et ne le tient pas directement responsable de la violation largement étayée du cessez-le-feu de 1991 et des accords militaires connexes. Cette omission indéfendable porte gravement atteinte à la crédibilité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux yeux du peuple sahraoui et amplifie sa perte de confiance dans l'Organisation et sa mission dans le Territoire.

Le Front POLISARIO ne peut accepter le récit sélectif et réducteur des faits survenus le 13 novembre 2020 et des faits nouveaux survenus depuis, tels qu'ils sont décrits dans le rapport, car cette description ne peut en aucun cas servir de base à une évaluation complète et objective de la situation dans le Territoire. Le Front POLISARIO appelle les membres du Conseil de sécurité à prendre sérieusement en compte les implications de cette omission flagrante lorsqu'ils se réuniront pour délibérer sur le renouvellement du mandat de la MINURSO dans les prochains jours.

Dans son rapport, le Secrétaire général fait valoir que « pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément aux résolutions 2440 (2018), 2468 (2019), 2494 (2019) et 2548 (2020) du Conseil de sécurité, il faudra que les parties et la communauté internationale fassent preuve d'une volonté politique forte » (S/2021/843, par. 85).

Les orientations données par le Conseil de sécurité quant à la nature de la solution recherchée au conflit du Sahara occidental et aux fins de laquelle la MINURSO a été créée en 1991 ne se cantonnent pas seulement aux résolutions du Conseil de sécurité susmentionnées. De plus, le Conseil a toujours rappelé et réaffirmé toutes ses résolutions précédentes concernant le Sahara occidental, en particulier dans sa résolution 2548 (2020).

Limiter la nature de la solution aux résolutions du Conseil de sécurité citées ci-dessus est donc une interprétation subjective et réductrice que n'étaient ni les résolutions du Conseil en tant qu'ensemble intégré, ni la lettre et l'esprit du plan de paix qui sous-tend le mandat de la MINURSO et sa raison d'être.

En ce qui concerne les droits humains, le rapport souligne que, pour la sixième année consécutive, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a été empêché de se rendre au Sahara occidental, en conséquence de quoi « la surveillance des droits humains au Sahara occidental demeure fortement entravée » (S/2021/843, par. 73). Une fois de plus, le Maroc, État occupant, n'est pas tenu responsable de l'obstruction des travaux des organismes des Nations Unies ni des constantes restrictions « des libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association imposées par le Maroc au Sahara occidental, en particulier à la suite des événements de novembre 2020 » (S/2021/843, par. 74).

Le rapport fait en outre référence à l'usage de la force par les forces de sécurité marocaines « pour disperser les manifestations, de perquisitions sans mandat, d'arrestations et de détentions arbitraires, de mesures de surveillance illégales et arbitraires, de harcèlement, d'intimidation et de destruction de biens » ainsi qu'à des faits de « torture et de mauvais traitements à l'encontre de manifestants, de journalistes, de blogueurs, d'avocats et de défenseurs des droits humains » (S/2021/843, par. 74) dans le Sahara occidental occupé.

Néanmoins, en raison non-respect constant du principe de responsabilité et de l'absence de tout mécanisme des Nations Unies permettant de surveiller la situation des droits humains dans le Sahara occidental occupé, le Maroc, État occupant, et ses forces de sécurité persistent, en toute impunité, dans leurs actions de répression contre les civils et les défenseurs des droits humains sahraouis, loin du regard de la communauté internationale étant donné le blocus militaire et la censure médiatique totale imposés au Territoire.

Compte tenu des violations systématiques et persistantes des droits humains commises par les autorités d'occupation marocaines contre le peuple sahraoui, il est impératif qu'un volet « droits humains » soit ajouté au mandat de la MINURSO, ce qui lui permettrait d'effectuer une « surveillance indépendante, impartiale, globale et régulière de la situation des droits humains » (S/2021/843, par. 92) dans sa zone de responsabilité, comme le Secrétaire général l'a demandé à maintes reprises dans ses rapports précédents.

Lorsqu'il mentionne l'Union africaine dans son rapport, le Secrétaire général fait référence à la quatorzième session extraordinaire de son Assemblée des chefs d'État et de gouvernement dont le thème était « Faire taire les armes en Afrique » et qui s'est tenue le 6 décembre 2020, et au paragraphe 15 de la décision 1 (XIV), dans laquelle l'Assemblée « a exprim[é] sa profonde préoccupation face à l'escalade des tensions militaires entre le Royaume du Maroc et la République sahraouie » à Guerguerat (S/2021/843, par. 79).

Il omet toutefois de mentionner que dans la décision qu'il a prise le 9 mars 2021, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a demandé à la République sahraouie et au Maroc de cesser immédiatement les hostilités et de créer un environnement propice à des pourparlers directs et francs, conformément à l'article 4 de l'Acte constitutif de l'Union africaine. Cependant, pour la cinquième fois consécutive, le rapport omet d'informer le Conseil de sécurité que le Maroc refuse toujours d'autoriser la Mission d'observation de l'Union africaine à retourner au Sahara occidental et reprendre sa collaboration avec la MINURSO.

Au paragraphe 88 du rapport, il est noté qu'« il est essentiel que le Front POLISARIO lève immédiatement toutes les restrictions à la libre circulation des

convois terrestres, des moyens aériens et du personnel de la MINURSO à l'est du mur de sable, et permette la libre circulation des équipes des services de logistique et de maintenance ». Cette déclaration passe complètement sous silence l'évolution de la situation sur le terrain et ses répercussions profondes sur les opérations de la MINURSO dans les Territoires sahraouis libérés et ne permet pas d'apprécier à sa juste valeur la position du Front POLISARIO à cet égard.

Il convient de noter dans ce contexte que, face à l'acte d'agression marocain qui a mis fin au cessez-le-feu de 1991 et aux accords militaires connexes et face à l'inaction totale de l'ONU, le Front POLISARIO a déclaré, en vertu d'un décret présidentiel daté du 13 novembre 2020, qu'il n'était plus lié par l'accord de cessez-le-feu de 1991 et les accords militaires connexes ni par les obligations qui en découlaient. Il a également déclaré qu'il reprenait sa lutte armée justifiée pour assurer sa légitime défense ([S/2021/843](#), par. 15).

Cette position a été officiellement communiquée au Secrétariat de l'Organisation des Nations unies, aux membres du Conseil de sécurité, au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental, au commandant de la force de la MINURSO ainsi qu'aux États Membres de l'ONU et à l'Union africaine.

Néanmoins, le Front POLISARIO reste déterminé à assurer la sécurité et la sûreté des observateurs militaires de la MINURSO déployés dans les Territoires sahraouis libérés. À cet égard, comme l'a relevé la Mission elle-même, le Front POLISARIO continue de faire tout son possible, dans les circonstances les plus difficiles qui soient, pour permettre le passage en toute sécurité, chaque fois que cela est nécessaire, des vols que la MINURSO effectue pour assurer la relève des contingents et la livraison d'articles de première nécessité aux bases d'opérations de la Mission et les évacuations médicales urgentes. Il continue également à garantir un passage sécurisé aux patrouilles terrestres de la MINURSO entre les bases d'opérations de la Mission dans les Territoires sahraouis libérés aux fins des opérations de relève des contingents, de la logistique et des services de maintenance. En outre, le Front POLISARIO a également procuré du combustible diesel aux bases d'opérations de la MINURSO à plusieurs reprises, et il reste déterminé à aider la Mission autant que possible.

Au vu de ce qui précède, l'invocation du concept de « liberté de mouvement » en lien avec le fonctionnement des observateurs militaires de la MINURSO déployés dans les Territoires libérés de la République sahraouie est totalement hors de question. Elle donne également l'impression que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies continue d'envisager la situation sur le terrain comme s'il ne s'était rien passé. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et toutes les autres parties prenantes doivent donc prendre pleinement conscience du fait que, aux yeux du Front POLISARIO, le cessez-le-feu de 1991 et les accords militaires connexes, ainsi que les obligations qui en découlent, sont caduques depuis le 13 novembre 2020.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et toutes les autres parties prenantes devraient également se rendre compte que la capacité des observateurs militaires de la MINURSO de se déplacer librement, dans les circonstances actuelles, et d'effectuer des patrouilles régulières dans un rayon de 20 km autour de leurs bases d'opérations respectives ([S/2021/843](#), par. 29) dans les Territoires sahraouis libérés n'est pas due à une quelconque obligation liée à un cessez-le-feu qui n'a plus cours. Elle est plutôt due à la bonne volonté du Front POLISARIO et à sa volonté d'atténuer les effets de la guerre qui est en cours sur les activités, entre autres, du personnel de la MINURSO. C'est aussi une preuve que le Front POLISARIO continue d'œuvrer sans relâche en faveur du mandat pour lequel la MINURSO a été déployée sur le Territoire en 1991.

Dans les observations et recommandations formulées dans le rapport, il est noté que « le statut de la zone tampon en tant que zone démilitarisée demeure la clé de voûte de toute solution pacifique dans la région » et que « les incursions quotidiennes dans cette zone et les hostilités entre les parties ont gravement compromis les arrangements qui garantissaient le cessez-le-feu depuis trois décennies » (S/2021/843, par. 84).

La prise de conscience de l'importance pour le cessez-le-feu de ce que l'on appelait alors la bande tampon devrait logiquement conduire à tenir le Maroc, État occupant, responsable de ses incursions continues dans la « zone démilitarisée » de Guerguerat et par conséquent à exiger qu'il révoque immédiatement le fait accompli qu'il a créé par la force dans cette zone. Cependant, le rapport reste silencieux sur cette question, comme si la nouvelle situation à Guerguerat était « irréversible » (S/2021/843, par. 23), ce que le Front POLISARIO rejette catégoriquement.

Le Front POLISARIO a à plusieurs reprises mis en garde le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité contre le danger de ne voir que l'arbre qui cache la forêt s'agissant de la situation dans ce qui était alors appelé la zone tampon. Il a toujours souligné que la cause profonde de la tension persistante à Guerguerat était l'existence d'une brèche illégale dans le mur militaire marocain illégal, au sujet de laquelle l'ONU n'a malheureusement rien fait. Il s'est avéré que l'incapacité de l'ONU à régler de manière énergique et décisive la question de la brèche illégale à Guerguerat a, entre autres, conduit à la guerre actuellement en cours.

Pour conclure, le Front POLISARIO prend note de l'appel du Secrétaire général en faveur de la concrétisation d'une solution à la question du Sahara occidental grâce à la négociation (S/2021/843, par. 86). Le Front POLISARIO souligne néanmoins une fois de plus qu'aucun processus de paix véritable, crédible et viable, qui servirait la cause de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région, ne sera jamais possible tant que le Maroc, État occupant, persiste, en toute impunité, dans ses activités illégales et ses tentatives d'imposer par la force un fait accompli colonial dans le Sahara occidental occupé.

Le Front POLISARIO réaffirme en outre que le seul moyen de parvenir à une solution pacifique, juste et durable menant à la décolonisation du Sahara occidental est de permettre au peuple sahraoui d'exercer librement et démocratiquement son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Le Président de la République arabe sahraouie démocratique,
Secrétaire général du Front POLISARIO
(Signé) Brahim **Ghali**